

Lettre ouverte au Garde des Sceaux

Objet : retour sur vos engagements de janvier 2026 – urgence à agir pour les SPIP du Grand Est

Monsieur le Ministre,

Dans votre courrier du 23 janvier 2026 en réponse à celui que nous vous avons adressé dans le cadre de votre déplacement sur l'antenne de Strasbourg, vous affirmiez que « *les moyens [du] programme 107 [seraient] affectés avec discernement, dans une logique d'efficacité opérationnelle, en tenant compte des besoins réels des territoires* », et vous engagiez à organiser « *un temps d'échange et de travail* » avec nos représentants.

Seul point d'accord, cinq mois plus tard, la réalité du terrain contredit pourtant ces promesses. Face à vos engagements, notre constat sur la DISP Grand Est est implacable :

- **13 départs de CPIP** post-mobilité dans l'inter-région Grand Est, pour **seulement 4 arrivées** (dont 2 en expérimentation).
- **7 arrivées de la promo 29** à la rentrée, dont **4 fléchées ESR** et **3 seulement pour abonder les services** – alors que les besoins sont criants.
- **Réduction drastique de 50 % des postes contractuels** dès septembre, alors que les effectifs de référence ne sont même pas atteints.
- **Sous-effectif chronique** des services RH : la DISP Grand Est, elle-même en sous-effectif, doit détacher des agents pour soutenir la centrale... au détriment des missions de proximité.

Quant au « *dialogue et à la transparence* », force est de constater que cette expérimentation se prépare pour l'heure dans l'opacité la plus complète et sur le dos des services, tel que nous le dénonçons depuis le début. Enfin, comment parler de « *conditions concrètes* » quand l'administration ignore délibérément les réalités des services¹ (cf tract ci-joint) ? A l'aune d'un été déjà suffoquant, le manque de moyens et le sous-effectif chronique qui touche l'ensemble des professions font reposer la bonne marche de l'institution sur l'engagement, voire le sacrifice personnel des agent-es pénitentiaires.

La découverte de ces choix budgétaires vient désormais priver les SPIP de tout espoir d'amélioration dans les prochains mois.

Monsieur le Ministre, **nous ne sommes ni défaitistes ni résignés**. Mais nous exigeons que vos engagements se traduisent par des **décisions immédiates et concrètes** :

- ✓ **Un plan d'urgence pour les SPIP avec déblocage de moyens exceptionnels pour recruter les postes spoliés par l'expérimentation ESR.**
- ✓ **Le maintien des postes contractuels** à leur niveau actuel, et leur augmentation ciblée pour soutenir les antennes les plus en difficulté
- ✓ **Un plan pluri annuel de recrutement dans les SPIP tel que le plan « 1000 emplois »**
- ✓ **Un calendrier ferme** pour le rattrapage de la PSS, avec des solutions techniques *opérationnelles* avant la rentrée et la mise en paiement de toutes les promotions et primes

La CGT IP demande pour les agent.es des SPIP du Grand Est les **moyens d'accomplir leur mission, dans la dignité et la sécurité**. Les usagers, les juridictions et la société tout entière méritent mieux que des annonces creuses. Faire œuvre de justice ne doit jamais reposer sur le dévouement des agent.e.s mais sur une réelle volonté politique.

La CGT IP Grand Est demande donc, dans le cadre de votre fonction de Garde des Sceaux de l'incarner : nous vous saisissons aujourd'hui pour que vous assumiez pleinement votre politique et ses conséquences.

Nous restons à votre disposition pour tout éclairage complémentaire et vous prions de croire, Monsieur le Ministre, en l'assurance de notre vigilance sans faille.

Les syndicats CGT Insertion Probation du Grand Est

¹ Cf tract ci-joint